



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VICAT**

Route de Pierreville  
54990 Xeulley

Références : 2026\_0302  
Code AIOT : 0006200725

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement VICAT implanté Route de Pierreville 54990 Xeulley. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du démarrage de la nouvelle installation Argilor afin de vérifier la conformité par rapport aux différents arrêtés complémentaires qui ont été pris la concernant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VICAT
- Route de Pierreville 54990 Xeulley
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VICAT exploite, sur la commune de Xeuilley, une cimenterie autorisée par l'arrêté préfectoral n°2006-206 du 21 avril 2006 modifié.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Argilor	AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Argilor	AP Complémentaire du 09/02/2026, article 2.4 et 2.5	Demande d'action corrective	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	AP Complémentaire du 04/01/2022, article 2	Sans objet
2	Argilor	AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4	Sans objet
4	Argilor	AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4	Sans objet
5	Argilor	AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4	Sans objet
6	Argilor	AP Complémentaire du 09/02/2026, article 2.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation Argilor a très peu fonctionné depuis les premiers tests en septembre 2024 et n'a pas fonctionné dans des conditions normales d'exploitation (utilisation de gaz principalement dans la combustion), ce qui rend la conformité difficile à apprécier sur certains points. Même dans le cas d'un fonctionnement non optimal en 2026, l'exploitant devra être vigilant sur le respect du programme de surveillance des rejets atmosphériques.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Activités autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traitement thermique des déchets non dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

Rubrique 3520 : installation de traitement thermique de déchets non dangereux avec une capacité de 2,9 tonnes/h pour le réchauffeur industriel

[...]

#### Constats :

Les tests de l'installation Argilor ont démarré en septembre 2024. Des problèmes techniques sont rapidement apparus et un équipement a dû être ajouté au process. Cet équipement a été installé en février 2025 et les tests ont repris en mars.

La certification du ciment fabriqué à partir d'argiles activées a été obtenue en octobre 2025. En plus de problèmes techniques à résoudre, Vicat est à présent à la recherche d'exutoires commerciaux pour que l'installation Argilor fonctionne à un régime normal.

Car celle-ci a très peu fonctionné entre 2025 et début 2026 :

2025 : 19 700 tonnes d'argiles activées ont été produites, ce qui représente environ 1000 heures de fonctionnement.

janvier/février 2026 : 3000 tonnes d'argiles activées produites pour 332 heures de fonctionnement.

Les prévisions de fonctionnement pour 2026 sont de l'ordre de 10 jours par mois.

Le combustible utilisé a été principalement du gaz naturel. Quelques tests avec du CSR (combustibles solides de récupération, déchets non dangereux) ont été réalisés.

Le tonnage maximal autorisé dans la rubrique 3520 n'a pas été dépassé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Argilor

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4

**Thème(s) :** Autre, Déchets

#### Prescription contrôlée :

Article II-Bis.1 (APA 2006-206) : Nature et origine des déchets admis au sein de l'unité d'activation

Les seuls déchets admis dans l'unité d'activation sont des déchets non dangereux sous réserve de respecter les dispositions relatives aux modalités d'acceptation et d'admission prévues aux articles I.5 à I.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

La nature des déchets non dangereux admis pour le fonctionnement de l'unité d'activation est la suivante :

- Déchets d'activités économiques non dangereux sous forme CSR (Combustibles solides de récupération) provenant d'installations de préparation des CSR visées à l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération et préparés tels que prévu par cet arrêté.

- Déchets de bois non dangereux

L'unité d'activation des argiles est destinée à accueillir en tant que combustibles des déchets non dangereux dans le respect des recommandations et orientations des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux en vigueur. L'exploitant s'assure pour chaque provenance de déchets que cette opération respecte le principe de proximité, est compatible avec les documents de planification en vigueur sur les zones d'origine de ces derniers, sous réserve notamment d'échanges équilibrés, et respecte la réglementation européenne sur le transfert transfrontalier de déchets, le cas échéant. Les éléments justificatifs de cette vérification sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et transmis sur demande.

Les déchets proviendront, par ordre de priorité de :

1- Région Grand Est,

2- Régions limitrophes à la région Grand-Est : Haut-de-France, Île-de-France, Bourgogne-Franche-Comté,

3- Pays limitrophes à la région Grand-Est (Luxembourg, Belgique et Allemagne),

4- Région Auvergne-Rhône-Alpes. Les CSR provenant de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont ceux exclusivement issus des installations de production du groupe VICAT dans la limite de 1 661 tonnes/an.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs démontrant le respect du présent article.

#### **Constats :**

En 2025, le seul déchet utilisé était du CSR.

Ce CSR provient du site Bioval, filiale de Vicat, situé en Savoie.

382 tonnes de CSR ont été consommées en 2025, ce qui représente 8,9% du mix énergétique (le reste étant du gaz naturel et un peu de charbon).

En 2026, jusqu'à présent, seul du gaz naturel a été utilisé.

A noter que les températures de l'activateur étant plus faibles que dans le four clinker, le CSR utilisé doit être de très bonne qualité et les sites d'approvisionnement ne sont pas les mêmes.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection, sous réserve d'un fonctionnement de l'installation qui n'est pas encore représentatif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Argilor**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Description des installations

#### **Prescription contrôlée :**

Article II-Bis.2 : Consistance des installations liées au process d'activation des argiles (APA 2006-206)

L'unité d'activation sèche à haute température (850 °C) les argiles brutes provenant de la carrière

de Xeuilley et produit annuellement au maximum 120 000 tonnes d'argiles activées (400 à 525 tonnes/jour). L'unité d'activation fonctionne au maximum 7 200 heures par an soit 300 jours (24h/24h).

Le réchauffeur industriel co-incinère des déchets non dangereux (80 % à 90 %) et du charbon à coke/coke de pétrole ou du gaz naturel. L'exploitant privilégiera le gaz naturel au charbon à coke/coke de pétrole dans les phases de démarrage. La quantité journalière maximale de déchets non dangereux utilisée dans le process est de 62,6 tonnes.

Les argiles activées sont incorporées au ciment produit par la cimenterie en substitution du clinker.

Les installations classées et connexes utilisées pour produire des argiles activées sont :

Une zone de stockage des argiles brutes à l'abri des intempéries (fermée sur 3 côtés au moins)

Une zone de stockage des combustibles. Les déchets non dangereux sont entreposés séparément avant leur utilisation, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Le charbon à coke/coke de pétrole est stocké dans un silo de 25 m<sup>3</sup> équipé de dispositifs de contrôle et de sécurité suivants : dispositif de mesure de température/CO/O<sub>2</sub>/CH<sub>4</sub> avec report d'alarme en salle de contrôle, un dispositif d'inertage au CO<sub>2</sub> et un événement d'explosion ;

Un concasseur pour réduire la granulométrie des argiles brutes ;

Un réchauffeur industriel (unité d'activation) ;

Deux silos de stockage des argiles activées ;

Un système de transport pneumatique sous les silos vers l'unité de broyage et de mélange de la cimenterie pour produire du ciment à base d'argiles activées ;

Une zone de stockage du bicarbonate de sodium (65 m<sup>3</sup>) , pour le traitement des SO<sub>x</sub>, confinée (récipients, silos, bâtiments fermés) tenue à l'écart des produits incompatibles ;

Un réservoir de solution ammoniacale sur rétention pour le traitement des NO<sub>x</sub> (30 m<sup>3</sup>) ;

Un silo de stockage des résidus de traitement des fumées (bicarbonate de sodium) avant incorporation dans le produit final (ciment).

Le traitement des fumées de combustion de chaque ligne de la chaufferie est réalisé par l'intermédiaire de :

Un filtre à manche (traitement des poussières) ;

Un second filtre à manche avec injection de bicarbonate de sodium en voie sèche (traitement des SO<sub>x</sub>) ;

Un RTO (Oxydateur thermique régénératif pour le traitement des COT) ;

Une installation SCR (Réduction catalytique sélective pour le traitement des Nox).

#### **Constats :**

En 2025, 19700 tonnes d'argiles activées ont été produites.

Au maximum 13 tonnes/heure ont pu être produites, ce qui en-deça des quantités autorisées.

Le gaz naturel a été utilisé à 90% dans la combustion.

<p>Les installations qui composent Argilor sont conformes à la description ci-dessus.</p> <p>Le CSR est stocké dans une fosse à l'abri et dans une zone sprinklée.</p> <p>Le stockage des argiles brutes se fait dans un bâtiment fermé.</p> <p>Le bicarbonate de sodium est stocké dans un silo et la solution d'ammoniaque est stockée dans une cuve placée dans une cuvette de rétention.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la solution était à 24,5% d'ammoniac.</p> <p>Aucun affichage n'est présent sur la cuve ou aux abords afin d'identifier le produit stocké et les dangers associés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apposer un affichage sur la cuve de solution ammoniacale et/ou aux abords pour permettre au personnel VICAT ou extérieur d'identifier le produit et ses dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Argilor

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article II-Bis.3 : Prévention de la pollution atmosphérique (APA 2006-206)</p> <p>Article II-Bis.3.a. Dispositions générales</p> <p>[...]</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre .</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le synoptique de l'installation de traitement des fumées a été présenté en salle de supervision. A</p>

noter que l'installation Argilor ne fonctionnait pas le jour de la visite.  
Cependant, il a pu être constaté que des paramètres sont suivis en continu : débit et température des gaz chauds, mesures de la perte de charge des filtres, injection de bicarbonate de sodium, injection d'ammoniaque.  
En cas de défaut, des alarmes apparaissent sur l'écran de supervision.  
Les niveaux des stockages de bicarbonate et d'ammoniaque sont suivis en temps réel. L'exploitant a indiqué que des alarmes de niveau bas (10% de la capacité) permettaient d'alerter et de déclencher des demandes d'approvisionnement.  
Le suivi des pertes de charge au niveau des filtres ainsi que des opacimètres permettent de suivre l'état des manches des filtres.  
Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Argilor

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/01/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### **Prescription contrôlée :**

Article II-Bis.3.d. Conduits et installations raccordées - conditions de rejets (APA 2006-206)

#### N° de conduit 1

Installations raccordées - Réchauffeur industriel co-incinérant des déchets non dangereux

Hauteur minimale (en mètre) - 90

Diamètre maximal au débouché (en mètre) - 2,8

Vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion (en m/s) - 8

#### N° de conduit 2

Installations raccordées - Broyeur ciment Xeuzer

Hauteur minimale (en mètre) - 42,5

Diamètre maximal au débouché (en mètre) - 1,8

Vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion (en m/s) - 8

#### **Constats :**

D'après le rapport de mesures du 25/05/2025 présenté par l'exploitant, la vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion de 8 m/s est respectée.



Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Argilor

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2026, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites s'expriment à 10 % d'O<sub>2</sub>.

Les valeurs limites d'émission suivantes sont respectées :

Paramètres	Concentration mg/m3 (*)	Flux horaire (kg/h)
Poussières	20	1
SO <sub>2</sub>	250	10
NOX en équivalent NO <sub>2</sub>	300	10
CO	440	15
HCl	10	0.5
COV	30	1
HF	1	0.05
Hg	0.05	0.00125
Dioxines et furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )	2,2E-09
NH <sub>3</sub>	32	1.5
Benzène	16	0.35

Phénol	5	0.2
HAP	1	0.022
benzo(a)pyrène	1,60E-04	3,92E-06
acide cyanhydrique	10	0.23
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5 (Somme des métaux)	0.025
Cd + Tl	0.05	4,2E-05

#### Constats :

Les paramètres suivants : poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, CO, HCl, COV et NH<sub>3</sub> sont bien mesurés en continu (vu, par sondage, le bilan mensuel de janvier 2026 où l'installation a fonctionné du 16 au 31 janvier et vu le synoptique du traitement des fumées en salle de contrôle).

Les VLE sont respectées.

Des mesures ont également été réalisées du 8/04/25 au 10/04/25 par un organisme agréé sur l'ensemble des paramètres devant être suivis (rapport du 26/05/2025).

L'ensemble des paramètres est conforme aux valeurs limites.

A noter que sur la période de janvier 2026, l'installation n'a fonctionné qu'avec du gaz naturel.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection, sous réserve d'un fonctionnement de l'installation qui n'est pas encore représentatif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Argilor

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2026, article 2.4 et 2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Article 2.4 :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques des installations qu'il exploite. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, selon les normes en vigueur.

[...]

#### 2.4.2 Réchauffeur industriel Argilor

##### Fréquences de surveillance :

Poussières- Continue

SO<sub>2</sub>- Continue

NOX en équivalent NO<sub>2</sub> -Continue

CO- Continue

HCl- Continue

COT- Continue

HF- Trimestrielle

Hg- Trimestrielle

Dioxines et Furanes- Trimestrielle

NH<sub>3</sub>- Continue

Benzène- Trimestrielle

Phénol- Trimestrielle

HAP- Semestrielle

benzo(a)pyrène- Semestrielle

Acide Cyanhydrique- Semestrielle

Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V- Trimestrielle

Cd + Tl- Trimestrielle

##### Article 2.5 :

[...]

Pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu, l'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA):

- Deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu;

##### **Constats :**

Comme décrit au point précédent, l'exploitant réalise des mesures en continu sur les paramètres concernés.

En revanche, du fait du fonctionnement par intermittence de l'installation Argilor, les mesures trimestrielles et semestrielles n'ont pas été réalisées en 2025. De plus, une seule mesure par un organisme agréé sur l'ensemble des paramètres a été réalisée l'année passée.

L'exploitant a indiqué que les périodes de marche et d'arrêt d'Argilor ne pouvaient pas être anticipées et cela n'était pas compatible avec une programmation de mesures par un prestataire qui doit se faire des mois à l'avance.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sur l'année 2026, il est demandé à l'exploitant de respecter le programme de surveillance prévu par l'arrêté préfectoral n° 2025-0213 : mesures trimestrielles, semestrielles et deux mesures sur

l'ensemble des paramètres par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois